

la Lettre du Maroc

BULLETIN DU PARTI DE L'AVANT-GARDE DEMOCRATIQUE SOCIALISTE (P.A.D.S)

63, rue du colonel Fabien - 93110 ARCUEIL

ELECTIONS : EN ATTENDANT LE PROCHAIN ACTE

Le rideau est tombé sur les élections communales et municipales: acte premier d'une démocratie falsifiée.

Les amendements formels de la constitution adoptés par un "référendum du type 99,77%" n'ont rien modifié à la question de la démocratie dans notre pays: ses fondements idéologiques, politiques, économiques, sociaux et culturels demeurent absents; le caractère makhzénien (féodal) du pouvoir étant accentué, banalisé et officialisé.

Les conditions minima d'une ouverture démocratique n'ont pas eu lieu, à savoir: une loi d'amnistie générale concernant des centaines de détenus, de disparus et d'exilés, l'abolition des lois coloniales toujours en vigueur, le respect des libertés de presse, d'expression et d'organisation, ainsi que les garanties concrètes pour des élections libres et honnêtes.

Le trucage des résultats des soi-disant élections a connu des formes "innovantes" visant là aussi la banalisation et la généralisation. L'omniprésent ministère de l'intérieur, après avoir défini à l'avance les résultats globaux, a subtilement joué le rôle de "régulateur du trucage", déléguant certaines tâches subalternes dans ce domaine aux candidats eux-mêmes et à leurs supporters, et intervenant seulement quand

cela devient nécessaire pour la réalisation du scénario préétabli.

Il ne s'agissait plus comme par le passé, de s'emparer ouvertement des urnes pour changer leurs contenus, mais de créer toutes les conditions nécessaires pour que triomphent les méthodes honteuses de corruption, marchandage et passe-droits; la majorité étant de toute façon largement garantie aux partis de droite fabriqués par le pouvoir.

Les partis dits d'opposition parlementaire, se sont largement prêtés à ce jeu, ne récoltant par ailleurs que les miettes qui leur ont été prédestinées. La plupart de leurs "élus" ont été installés par des scrutins truqués de façon quasi-publique.

Notre parti, quant à lui, s'est distingué par une brillante campagne de boycott, seule réponse démocratique à l'absolutisme et à l'autocratie camouflée derrière quelques aspects formels de la démocratie occidentale.

Nos détracteurs nous ont prédit l'isolement, étant le seul parti à proclamer une telle position et à la pratiquer publiquement et au grand jour. Certes nous nous sommes isolés... mais seulement du pouvoir, de ses alliés, de l'arbitraire, de la compromission et de la démocratie factice. Cela nous a valu des arrestations par dizaines dans toutes →

→ les provinces du pays, et des tracasseries de toutes sortes ...Mais quelle sérénité que de se retrouver en plein accord avec les sentiments et les aspirations profondes de notre peuple! Guidé par son expérience et sa maturité, il a largement boycotté avec nous ces élections truquées, n'en déplaise au pouvoir et à ses complices.

Les grands meetings que notre parti a tenus dans plusieurs grandes villes, le porte-à-porte dans les quartiers populaires, les discussions, prises de parole publiques, distributions de tracts... lui ont permis de mesurer concrètement l'adéquation parfaite de sa position historique avec les aspirations populaires, et la grande sympathie que suscite cette position parmi les plus déshérités. Cela valait bien le courage de tant de sacrifices.

Il s'agit bien là de positions historiques, dans un tournant important de l'Histoire de notre pays. Chaque formation politique s'est déterminée en toute connaissance de cause. La ligne de démarcation est définitivement tracée entre ceux qui ont participé à la banalisation de l'arbitraire au nom de la démocratie, et les vrais démocrates fidèles à leur peuple et aux principes intangibles de sa souveraineté et de son droit à la libération et à la démocratie véritable. Tous ceux qui ont cautionné la mascarade électorale sous tel ou tel prétexte, ont perdu toute crédibilité et se sont rangé objectivement parmi les ennemis de notre peuple.

Le prochain acte de la "démocratie falsifiée" se jouera lors des élections législatives au mois d'Avril prochain. Tout indique qu'elles se dérouleront dans les mêmes conditions et avec les mêmes acteurs. Laissons-les à leur responsabilité historique. Pour notre part, nous avons refusé le processus de trucage depuis le départ, et continuerons le combat démocratique avec et pour notre peuple.

TROIS ANNEES DE PRISON POUR "DELIT DE TELEVISION"

Le militant Ahmed BELAICHI, membre du bureau de l'Association Marocaine des Droits de l'Homme (AMDH) de la ville d'ALHOCEIMA a été interpellé et présenté devant le tribunal de première instance. Son délit: avoir participé à l'émission télévisée "rencontre" au sujet de l'immigration clandestine.

Le procureur du roi a basé son accusation sur les expressions suivantes prononcées au cours de l'émission par A. BELAICHI:

"-la militarisation du Nord du pays et la présence de l'armée dans les villes et villages

-les dispositions militaires de sécurité et les interventions des hélicoptères pour transporter et détruire les canots

-l'arbitraire commis par les autorités lorsqu'elles interviennent de façon irrationnelle".

Ces expressions interprétées par le procureur comme "outrage aux forces armées royales et atteinte à leur réputation et à leur honneur" ont valu au militant BELAICHI trois ans de prison ferme!...

Rappelons à ce propos que la constitution marocaine vient d'être amendée pour inclure dans son premier article le respect des droits de l'homme tels qu'ils sont universellement définis. Mais comme nous l'avons maintes fois souligné, il s'agissait simplement d'amendements formels et de façade, la réalité restant cruellement ancrée dans l'époque et les méthodes féodales makhzénienne.

Budget 1993 : IGNORER LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS ET SATISFAIRE CELLES DES PATRONS

Le budget national pour l'année 1993 promulgué de façon unilatérale par le seul gouvernement, a réservé cette année quelques agréables surprises aux patrons et à la bourgeoisie. Ainsi l'impôt sur les bénéfices des sociétés est-il réduit de 12,21% par rapport à 1992, alors que les impôts indirects sont rehaussés de 11,09%. Le gouvernement s'engage également à payer ses dettes internes, comme l'ont réclamé les instances patronales. Plusieurs dispositions sont mises en place pour favoriser l'initiative et le capital privés, par le biais du système bancaire notamment.

Pour ce qui est de l'emploi, le budget prévoit 15000 emplois nouveaux: une goutte d'eau dans un océan. Cet engagement ne pourra résoudre le problème des dizaines de milliers de diplômés chômeurs, encore moins celui des millions de travailleurs sans emplois. De plus, plusieurs postes ont été libérés suite aux départs en retraite. Malgré son "intention" d'ouvrir la négociation avec les centrales syndicales, le gouvernement refuse catégoriquement toute augmentation de salaire en 1993! Quel est alors l'utilité d'une telle négociation?

D'autre part, le coup d'envoi de la privatisation est donné par la mise en vente de plusieurs entreprises d'Etat:

- cinq entreprises d'hôtellerie, et six sociétés de distribution du gaz et des produits pétroliers,
- la Cimenterie de l'Est du Maroc, et la société nationale de transport C.T.M
- les sociétés de production de coton , de textile ...etc.

Toutes les dispositions sont prises pour faciliter la tâche aux patrons marocains et étrangers qui désirent s'approprier ces biens publics, fruits du labeur de notre peuple pendant des dizaines d'années. Les nouveaux patrons peuvent les exploiter à loisir et tirer parti du très bas niveau des salaires et de l'exploitation éhontée des travailleurs.

Quant aux services sociaux, victimes de la tristement célèbre politique de "redressement", ils n'occupent qu'une place de misère dans le nouveau budget. La tendance gouvernementale à éradiquer les droits des citoyens à la santé, à l'enseignement, au travail, et au logement est ainsi confirmée. C'est le renouveau dans la continuité: favoriser davantage les riches, appauvrir les pauvres, frapper de plein fouet le pouvoir d'achat de la majorité et approfondir par conséquent la crise économique et sociale.

Cette crise trouve son prolongement sur le plan politique, par la répression et la violation quotidienne des droits et libertés démocratiques, et par la récente mascarade électorale, véritable crime à l'encontre des principes universels de la Démocratie.

Fidèle à sa tradition de lutte, notre peuple ne peut subir cette politique antidémocratique de façon passive. Les actions de protestations et de revendications se multiplient, menées quotidiennement par les travailleurs, tous secteurs confondus, les paysans, les milliers de diplômés chômeurs organisés à travers l'ensemble du pays; les détenus politiques du fond de leurs cellules n'étant pas du reste ainsi que leurs familles et celles des disparus et exilés.

MARTYRS, DETENUS, DISPARUS ET EXILES ...

Des dizaines de familles de militants martyrs, de détenus politiques, de disparus, et d'exilés se sont rassemblées au siège de l'UMT à Casablanca pour un sitting de 3 jours: 11,12 et 13 Décembre 1992. Dans un grand et émouvant élan de solidarité, elles revendiquent ensemble la libération de tous les détenus politiques, la vérité sur les disparus et le retour des exilés.

La presse nationale, les représentants des organisations politiques de gauche et des associations de droits sont venus exprimer leur soutien à cette action, ainsi que des dizaines de militants démocrates.

Dès le premier jour les familles ont subi une violente intervention des forces de répression accompagnées de pompier, pour enlever la banderole annonçant le sitting à l'entrée du local.

Lors de la conférence de presse qu'elles ont tenue le lendemain, les familles ont publié un communiqué rappelant les contraintes subies par les détenus et leurs familles, privés de leurs droits élémentaires, maltraités, et soumis à la provocation de façon continue. Le communiqué considère que ces pratiques font partie de la violation des droits de l'homme dans notre pays, et insiste sur la nécessité de mettre fin à la détention, la disparition et l'exil pour raison politique.

Des témoignages saisissants des parents de martyrs, de détenus et d'exilés ont été présentés, mettant à jour l'ampleur du drame vécu par ces familles privées de leur fils, père, frère, soeur ou mari...

En réponse aux questions qui leur ont été posées, les familles ont souligné leur détermination à lutter sous toutes les formes possibles, et conjointement avec toutes les forces démocratiques, politiques et de droits, afin de mettre un terme au dossier noir des assassinats, arrestations, disparitions et exils. Dans ce sens, un appel est lancé à toutes les organisations et cadres concernés pour unifier leurs efforts et actions.

Durant ces trois journées, plusieurs activités ont été organisées: exposition de photos de martyrs et de détenus montrant leurs conditions de vie, exposition de plusieurs créations culturelles de détenus, ainsi qu'une soirée de musique et chants engagés.

De leur côté, les exilés politiques marocains ont tenu des réunions en France, Belgique, Hollande et Algérie pour se doter de structures de concertation et d'action, et contribuer au combat démocratique de leur peuple.

Dans un communiqué publié à Paris le 10 Décembre 1992, les réfugiés et exilés politiques marocains en France, saluent la mobilisation des familles, de l'opinion nationale et de ses forces démocratiques. Ils appellent l'opinion internationale à soutenir leur action pour faire aboutir leur revendication: "le droit au retour inconditionnel dans le cadre d'une loi d'amnistie générale et le respect des libertés fondamentales dans notre pays".

